



# RAPPORT, D'ACTIVITÉ



# SOMMAIRE

## **Mot d'introduction des co-présidents** \_\_\_\_\_ **P.3**

Ensemble, nous pouvons changer la donne pour une transition réelle de nos systèmes agricoles et alimentaires !

## **Focus sur les temps forts du Collectif Nourrir** \_\_\_\_\_ **P.5**

- Politique Agricole Commune
- Campagne pour les élections présidentielle et législatives
- Fusion des plateformes et naissance du Collectif Nourrir

p.6  
p.11  
p.14

## **Autres chantiers** \_\_\_\_\_ **P.19**

## **Le Collectif Nourrir en bref** \_\_\_\_\_ **P.22**

- Quelques chiffres clés
- Nos finances
- Notre gouvernance

p.23  
p.24  
p.25



# MOT D'INTRODUCTION DES CO-PRÉSIDENTS

## Ensemble, nous pouvons changer la donne pour une transition réelle de nos systèmes agricoles et alimentaires !

Nous sommes tous les deux engagés depuis plusieurs années dans le défi de l'action collective pour la transition agricole et alimentaire, notamment en tant qu'ancienne trésorière et ancien président de la plateforme **Pour une autre PAC**. Et nous sommes convaincus que son évolution et sa fusion avec la plateforme mise en place pour les États Généraux de l'Alimentation va nous permettre de renforcer notre action et notre impact. C'est un honneur de désormais présider ensemble le **Collectif Nourrir**, cette belle alliance de **52 organisations**.

Plus que jamais, nous formons une coalition dont la diversité est une force. Toutes nos organisations n'ont pas la même entrée, les mêmes façons de faire, mais nous partageons des convictions communes : ce que nous mangeons compte, tout comme la manière dont nous produisons notre alimentation. Et bien sûr, les hommes et les femmes qui produisent ce que nous mangeons comptent. **En rassemblant nos forces, nous comptons bien faire en sorte que ces questions soient au centre du débat public.**

Il est important de prendre la mesure des crises alimentaire, sociale, économique, climatique et de la biodiversité qui nous touchent et qui n'ont de cesse de s'intensifier. Face à leur multiplication, notre démocratie n'est pas préparée. Elle est fragile, sous tension et il nous faut continuellement la réinventer, l'améliorer, la renforcer. C'est notre rôle, à nous, organisations de la société civile et c'est aussi le rôle des pouvoirs publics de construire le dialogue démocratique.

A notre échelle, dans nos organisations, nous essayons, nous imaginons, nous testons, nous faisons ! C'est pour ça que le Collectif Nourrir a été créé avec la volonté que les citoyennes et les citoyens participent avec les paysans et paysannes au choix de nos systèmes agricole et alimentaire avec les yeux grands ouverts sur les conséquences de ce choix. Car savoir ce qu'on mange, comment, pourquoi, est un enjeu vital, au sens propre du mot, et donc un **enjeu profondément démocratique**.

Le Collectif Nourrir veut garantir le droit de toutes et de tous à une alimentation saine, en défendant un modèle agricole respectueux des paysans, des animaux et de la planète. Il est irresponsable de laisser une large partie du monde agricole s'enfoncer dans un productivisme, dans une industrialisation qui n'a aucun avenir, qui le détruit, et qui empêche l'agroécologie paysanne, dont l'agriculture biologique, de se généraliser. Ce chemin est une impasse pour les agriculteurs et pour notre société.



On nous dit souvent, lorsque nous défendons l'agroécologie, que notre système ne permet pas de nourrir la planète. Rien n'est plus faux. Nous produisons déjà suffisamment de nourriture au niveau mondial.

Le problème n'est pas la quantité produite mais sa répartition ainsi que les inégalités et les injustices.

**En aucun cas la souveraineté alimentaire ne doit être comprise comme une incitation à prétendre**

**« nourrir le monde »** ou à maintenir le système productiviste en place alors qu'il dépend entièrement des cours mondiaux, des engrais chimiques russes, du soja OGM sud américain...

Nous ne voulons pas du désordre engendré par cette prétention démesurée, ni de la déstabilisation des économies locales, ni du saccage des écosystèmes. Nous ne voulons pas non plus opposer la défense des paysans français à la défense des paysans du monde. **C'est le même combat que nous devons mener pour que chacun ait le droit de gagner sa vie dignement.**

Les défis sont multiples. Préserver nos moyens de production, nos sols, nos écosystèmes et permettre l'installation massive de nouveaux paysans justement rémunérés pour pouvoir continuer à produire demain. Mettre en place de véritables politiques de solidarité internationale ancrées dans le droit à l'alimentation et les droits des paysans et paysannes. Consommer autrement, pour être en meilleure santé et, surtout, prendre du plaisir à manger.

Nous pouvons préparer un autre avenir mais ça ne sera pas si simple. Des lobbies puissants pèsent de tout leur poids pour maintenir leur rente. Ils défendent les intérêts d'une poignée d'acteurs qui nous dessinent un cauchemar alimentaire, écologique, et économique.

Le **Collectif Nourrir** défend un autre paradigme, plus juste pour les paysans, plus sûr pour les consommateurs, plus respectueux de l'ensemble du vivant, et donc plus respectueux de notre avenir commun. Un système viable, raisonnable, moderne et solide. Il ne s'agit pas d'une utopie irréalisable, mais d'un modèle ancré dans le réel. Il est basé sur des principes de bon sens, appuyé par des années de recherches scientifiques. Il défend le temps long plus que l'obsession du court terme. Il prend souche dans les territoires et la relocalisation, loin des chimères de la mondialisation à outrance. Notre modèle fait de l'harmonie avec la nature un principe, là où la destruction de l'environnement domine aujourd'hui. Il tient compte de la raréfaction des ressources et de la nécessité de l'économiser pour le plus grand nombre.

C'est un projet de société où les paysans et les paysannes vivent dignement de leur activité au lieu de subir *l'agribashing* des uns et la prédation des autres. Ce projet de société doit aussi faire de l'écologie une boussole et du respect du vivant une règle et permettre à toutes à tous de bien se nourrir.

**L'urgence sociale et l'urgence environnementale peuvent apparaître pour certains comme inconciliables. Mais ce qui nous rassemble au sein du Collectif Nourrir, c'est précisément la conviction que les solutions existent et doivent se travailler ensemble : organisations paysannes, de protection de l'environnement, de bien-être animal, de solidarité internationale, de consommateurs, de citoyens et de santé.**

**Car c'est ensemble que nous pouvons changer la donne.**



**Clotilde Bato et Mathieu Courgeau,  
co-présidente et co-président  
du Collectif Nourrir**

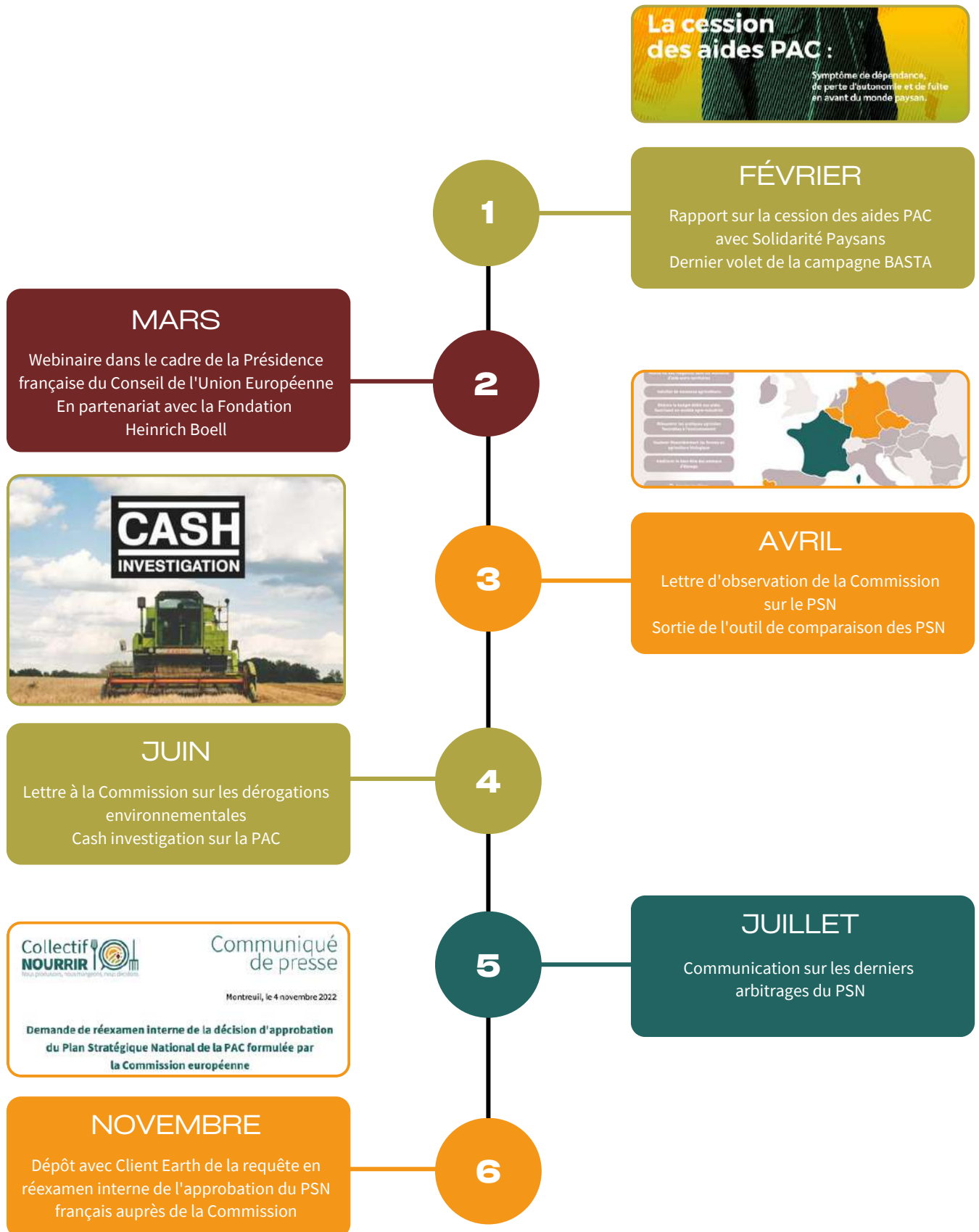
# FOCUS SUR LES TEMPS FORTS DU COLLECTIF

Politique  
Agricole  
Commune

Campagne pour les  
élections présidentielle  
et législatives

Fusion des plateformes  
et naissance du  
Collectif Nourrir

# POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE



## Décryptage de la Politique Agricole Commune et du Plan Stratégique National français

Début février 2022, la dernière enquête de la campagne **BASTA** a été publiée.

La campagne BASTA, portée par la plateforme *Pour une autre PAC* pendant les négociations sur le Plan Stratégique National en France a été lancée en 2021 et visait à mettre en lumière les dérives du système actuel de la PAC et démontrer que des solutions sont possibles pour rendre notre système agro-alimentaire plus juste et durable.

Ce dernier volet, co-porté par *Pour une autre PAC* et **Solidarité Paysans**, a permis de mettre en lumière une pratique répandue et parfois dramatique en agriculture : **la cession aux organismes bancaires et aux coopératives des aides de la Politique Agricole Commune versées aux agriculteurs**. Sur la base de témoignages et d'un travail d'enquête mené par le journaliste Guy Laluc, le rapport a permis de montrer comment les subventions publiques, censées compenser la faiblesse des revenus agricoles, deviennent finalement un outil d'endettement, de dépendance et de fuite en avant du monde paysan.

La généralisation de cette pratique est l'illustration d'un modèle agricole en bout de course, dont la PAC est un des facteurs de perpétuation.



La publication de ce rapport a été l'occasion d'une collaboration fructueuse entre *Pour une autre PAC* et **Solidarité Paysans** qui ont appelé ensemble les autorités publiques à reconnaître et à évaluer l'ampleur du phénomène.

Par ailleurs, en avril 2022, la plateforme a publié un **outil visuel et pédagogique de comparaison et vulgarisant le contenu des différents PSN** des États membres de l'UE. En prenant le PSN de la France comme référentiel, il donne à voir, grâce à une carte interactive, quel autre pays est plus ambitieux sur huit enjeux majeurs pour l'avenir de notre agriculture (redistribution, installation, bien-être animal, soutien à l'agriculture biologique, etc). L'outil fournit également des informations de base et des données sur la situation agricole de chaque pays de l'UE pour remettre en perspective les choix opérés par les États membres.

Ces deux publications ont été clés pour permettre à la plateforme et ses membres de consolider de l'expertise et nourrir le travail de suivi et d'influence sur la PAC notamment pour la dernière ligne droite concernant l'élaboration du PSN français.

L'ensemble des analyses développées et l'investissement de la plateforme depuis plus de 5 ans sur le sujet, lui ont permis d'être un des intervenants clés de **l'émission "Cash investigation" centrée sur la PAC** et diffusée en juin 2022. L'émission a donné une grande visibilité à la PAC avec plus de **2 millions de téléspectateurs** en direct et *Pour une autre PAC* a également participé avec la journaliste de l'émission à un webinaire organisé en collaboration avec la **Chaire Unesco Alimentations du Monde**.

## Suivi de l'élaboration et de l'adoption du PSN

L'année 2022 a acté la finalisation des plans stratégiques nationaux des États membres de l'Union européenne afin d'assurer la mise en œuvre effective de **la nouvelle PAC 2023-2027**. Plusieurs temps forts ont ainsi marqué ce chantier.

Tout d'abord la Commission européenne a transmis, le 31 mars 2022, ses premières observations sur les PSN, dont celui de la France. La Commission a incité explicitement la France à rehausser l'ambition de son projet de PAC 2023-2027, en particulier son architecture environnementale, confirmant, par-là, l'analyse et les demandes formulées par *Pour une autre PAC* depuis le début des négociations. Dès avril 2022, la plateforme a donc adressé aux autorités françaises une note recensant des propositions pour la prise en compte effective des recommandations de la Commission dans l'élaboration d'une nouvelle version du PSN.

Dans le contexte de l'élection présidentielle, la plateforme *Pour une autre PAC* a également effectué un **bilan de la réforme de la PAC sous la mandature d'Emmanuel Macron** (publication d'un article) et identifié via une note **les fenêtres d'opportunité du prochain Président de la République pour modifier le PSN une fois élu**.

Dès la nomination du nouveau gouvernement, et par conséquent, du nouveau ministre de l'agriculture, la plateforme s'est fortement mobilisée (coordination interne, articles, communiqués, rendez-vous de plaidoyer) pour peser au mieux entre mai et août 2022 sur les derniers arbitrages et l'approbation définitive du PSN français.

Les ultimes évolutions obtenues du PSN sur le plan environnemental ont été soulignées même si elles restent en demi-teinte, en indiquant surtout **qu'elles ne sauraient contrebalancer les conséquences délétères du plan dans son ensemble, qui demeure largement insuffisant tant sur le climat et la biodiversité que sur le plan social ou encore sur le bien-être animal**. C'est pourquoi, après une exploration juridique initiée avec l'avocate Clémentine Baldon, l'ONG européenne Client Earth et des juristes de nos organisations, le Collectif, constitué en juin 2022, a fait le choix de s'engager au niveau européen en tant que co-requérant avec Client Earth sur la base du règlement Aarhus<sup>1</sup>. Les deux organisations ont ainsi déposé une demande de revue interne auprès de la Commission européenne en novembre 2022.

Par l'ensemble de ses travaux engagés sur le PSN, *Pour une autre PAC* et, par la suite, le Collectif Nourrir et ses membres sont des acteurs clés identifiés sur le sujet. En fin d'année, à la veille du lancement de la mise en œuvre de la PAC 2023-2027 et donc de l'application du PSN français, a été annoncée la composition du Comité de Suivi, instance chargée de suivre la mise en œuvre du PSN au niveau national, et dans laquelle figure le *Collectif Nourrir* ainsi que plusieurs de ses organisations membres (Confédération Paysanne, FNAB, France Nature Environnement, WWF et Réseau CIVAM). Le Comité sera effectivement mis en œuvre à partir de début 2023. **Le Collectif Nourrir sera un acteur proactif dans cet espace pour assurer des révisions effectives du PSN.**



<sup>1</sup> A pour objet de mettre en œuvre la « Convention d'Aarhus » du 25 juin 1998 garantissant l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.



## Un contexte européen marqué par la Présidence française de l'Union européenne et la guerre en Ukraine

De janvier à juin 2022, la France a pris la **Présidence du Conseil de l'Union européenne (PFUE)**.

Un groupe de travail avait été mis en place au sein de *Pour une autre PAC* dès novembre 2021, ainsi qu'une task force au sein de la EU Food Policy Coalition (animée par *Pour une autre PAC*). Au sein de la plateforme, un dossier thématique sur la PFUE et deux sessions de formation ont été organisées pour les organisations membres. Le groupe de travail a également produit une veille mensuelle pour les organisations membres sur les principales questions politiques discutées lors de la PFUE.

En amont d'une réunion du Conseil européen sur l'agriculture en mars 2022, *Pour une autre PAC* a organisé en partenariat avec la Fondation Heinrich Boell un webinaire: "**Plus vert ? Plus équitable ? Quelle direction prendra la réforme de la politique agricole commune sous la présidence française de l'UE ?**", animé par Eddy Wax, journaliste à Politico. Trois intervenants ont été invités : Laurence Marandola, agricultrice française représentante de la Confédération Paysanne ;

Josef Tabery, directeur du département de gestion du développement rural au ministère de l'agriculture de la République Tchèque (présidence suivante du Conseil de l'UE) et Sebastian Lakner, agroéconomiste allemand. Malgré un sujet très technique, **une centaine de personnes ont participé au webinaire.**

Cependant, le contexte perturbé dès février 2022 en conséquence de l'agression russe en Ukraine a mis au second plan la PFUE et son agenda. **Dès mars 2022, la plateforme a alerté sur le risque que le contexte politique européen serve d'excuse pour acter des reculs environnementaux de la PAC.**

En juin 2022, *Pour une autre PAC* ainsi que 18 autres organisations européennes ont adressé une lettre à la Commission européenne. Ce courrier visait à interpeller sur l'utilisation de la guerre en Ukraine dans les négociations, surtout dans une période où une deuxième version du PSN français était attendue.

**INVITATION WEBINAIRE**

**VENDREDI 18 MARS 2022 DE 11H À 12H - EN LIGNE**

TRADUCTION SIMULTANÉE

**PLUS VERTE ? PLUS JUSTE ?**  
Quelle direction la réforme de la Politique Agricole Commune prend-elle sous la présidence française de l'UE ?

La réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), qui entre en vigueur en 2023, se trouve à un moment charnière: les gouvernements de l'UE attendent le retour de la Commission européenne sur leurs plans stratégiques nationaux (PSN), avant qu'une négociation politique ne s'entame entre Bruxelles et les États membres.

Bien que le principal texte juridique soit déjà finalisé, les PSN des États seront le véritable champ de bataille pour déterminer l'ambition de la réforme à rendre le système alimentaire et agricole européen plus vert et plus juste. Ces aspirations sont aujourd'hui encore plus menacées alors que la crise ukrainienne pèse sur le secteur agroalimentaire, suscitant des appels à ralentir la transition du secteur prévue dans le Pacte Vert.

Ce webinaire s'inscrit en amont d'une discussion politique mise à l'agenda du Conseil AGRIFISH des 20 et 21 mars par la France, durant laquelle la Commission donnera un aperçu des 28 plans nationaux devant l'ensemble des ministres de l'agriculture européens.

**ANIMATION**  
Eddy Wax  
Journaliste chez Politico

**Laurence Marandola**  
Paysanne en Ariège et secrétaire nationale de la Confédération paysanne

**Josef Tabery**  
Directeur du département de gestion du développement rural au Ministère de l'agriculture tchèque

**Sebastian Lakner**  
Agro-économiste et chercheur à l'université de Rostock, spécialiste de la PAC

ORGANISÉ PAR :

**Lettre ouverte à la Commission européenne**

La guerre en Ukraine ne doit pas servir d'excuse pour amoindrir les mesures environnementales de la future PAC !

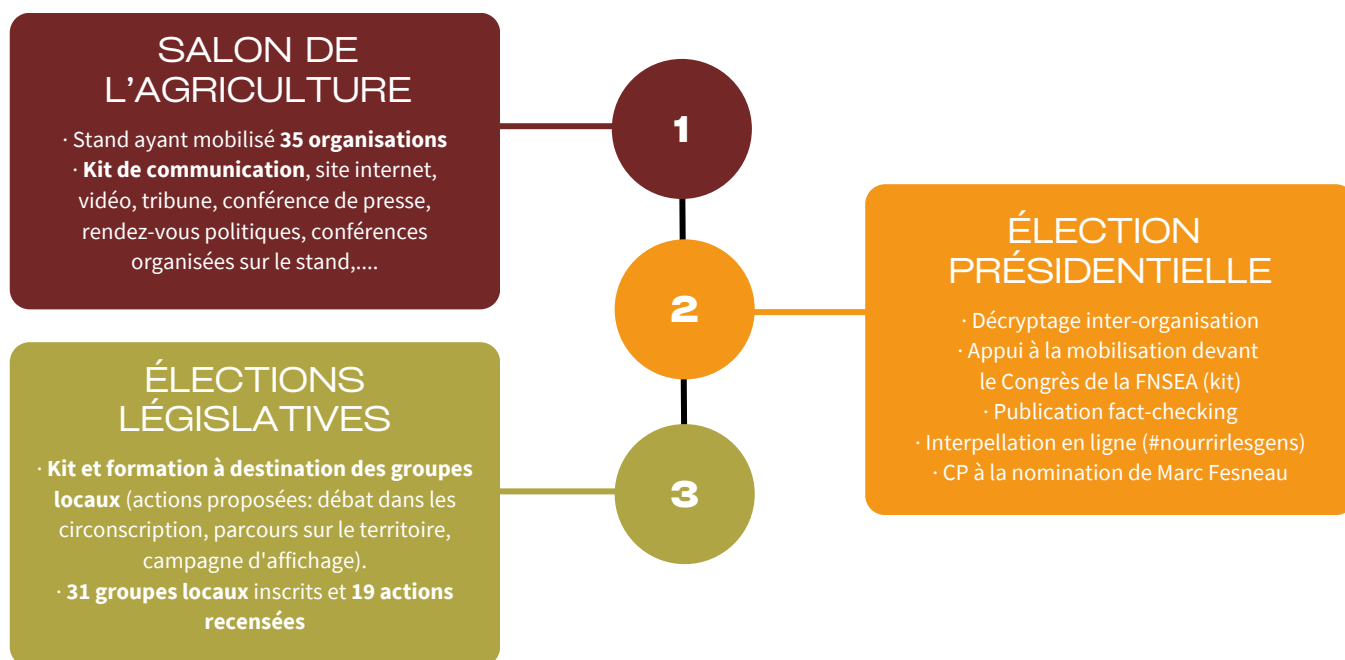
The logo for the EU Food Policy Coalition, featuring the text 'EU FOOD POLICY COALITION' in a bold, sans-serif font. The text is arranged in four lines: 'EU FOOD' on the first line, 'POLICY' on the second, 'COALITION' on the third, and a fourth line that is mostly obscured by a large, light blue, semi-transparent watermark that reads 'Collectif Nourrir'. The logo is set against a white background with a light blue triangle in the top-left corner and a light blue triangle in the bottom-right corner.

## Engagement dans les réseaux européens

La plateforme *Pour une autre PAC*, puis le *Collectif Nourrir*, est membre de la **EU Food Policy Coalition** qui rassemble, au niveau européen, 57 organisations de la chaîne agro-alimentaire, de santé publique, de consommateurs, de défense de l'environnement, de bien-être animal, de développement international, etc. Parmi elles figurent une poignée de plateformes nationales, dont la nôtre. Pour une autre PAC a participé à l'Assemblée Générale de la EU Food Policy Coalition et a animé de janvier à juin 2022 le groupe de travail sur la présidence française de l'Union européenne.

En parallèle, la plateforme *Pour une autre PAC* puis le *Collectif Nourrir* est également actif au sein d'un groupe d'échanges entre coalitions nationales sur la préparation des Plans Stratégiques Nationaux (PSN) élaborés par chaque État membre pour la réforme de la PAC. **Une douzaine de coalitions nationales environ participent régulièrement à ce groupe**, qui s'est réuni dix fois au cours de l'année 2022. La coanimation du groupe est assurée par ARC2020 et Good Food Good Farming. Nous y partageons notre expérience de partie prenante consultée par le gouvernement français et notre expertise sur l'interprétation des règlements européens encadrant la prochaine PAC. **Ce groupe a également permis de suivre et de comparer le calendrier et la méthodologie adoptés par chaque État dans la préparation de son PSN, et de renforcer nos analyses.**

# CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES



À l'occasion de l'élection présidentielle et des législatives, une coalition ad-hoc préfigurant de la fusion à venir de **Pour une autre PAC** et de la *plateforme citoyenne pour la transition agricole et alimentaire* s'est mise en place dans le cadre de la campagne "Nous produisons, nous mangeons, nous décidons !". Ainsi 35 organisations se sont coordonnées à l'occasion de trois temps forts via la facilitation de l'équipe de **Pour une autre PAC** pour mettre la transition de nos systèmes agricole et alimentaire au menu des débats électoraux. **La mobilisation collective dans le cadre de cette campagne a eu des répercussions positives tant internes qu'externes** : tout en permettant une première coordination effective des organisations venant des deux plateformes destinées à être fusionnées, elle a également permis de visibiliser les enjeux agricoles et alimentaires dans le cadre des débats électoraux au niveau national et dans les territoires.

## Salon international de l'agriculture

Le **Salon international de l'agriculture** qui s'est tenu du 26 février au 6 mars 2022 a été le premier temps fort de la campagne. Alors que cela n'avait plus été le cas depuis 2019, les organisations membres des plateformes se sont mobilisées via la mise en place d'un stand. Cet espace physique dans l'enceinte du salon a permis de développer **un programme riche valorisant leurs expertises au travers de 23 conférences** organisées tout au long de la semaine. Le stand a également permis la tenue de rendez-vous avec des candidats et partis politiques.

Enfin cette mobilisation s'est accompagnée d'un dispositif de communication permettant de valoriser la campagne et de sensibiliser les citoyens et les acteurs du débat public sur l'agriculture et l'alimentation :



- **Conférence de presse** organisée sur le stand, publication d'une tribune et relations médias
- **Kit de communication** à destination des membres de la campagne recensant les différents outils développés (notamment une vidéo, des visuels et l'agenda des temps forts de mobilisation)
- Mise en place d'un **site internet** et communication sur les réseaux sociaux tout au long du salon
- Développement d'une **Une fictive de journal** au lendemain de l'élection présidentielle consacrant la "**victoire des paysans et des citoyens !**" distribuée tout au long du salon.
- **Partenariat avec 3 influenceurs** (*Nicolas Meyrieux, Swan Périssé et Camille Etienne*) pour donner de la visibilité au sujet et rappeler l'importance des élections et le rôle des candidats sur les questions agricoles et alimentaires.

## Élection présidentielle

Dans la suite du Salon International de l'Agriculture, la plateforme *Pour une autre PAC* a poursuivi sa facilitation du travail inter-organisations dans la perspective de l'élection présidentielle.

Parmi les actions menées, **un décryptage des différents programmes politiques des candidats et la coordination des membres sur des temps forts** comme la mobilisation organisée à Besançon fin mars 2022, ou l'interpellation en ligne des candidats via le hashtag dédié #NourrirLesGens.

Au lendemain de l'élection présidentielle et dès la nomination du nouveau gouvernement fin mai 2022, la plateforme *Pour une autre PAC* a publié un communiqué de presse afin de saluer l'arrivée du nouveau ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, soulignant le souhait d'une collaboration plus ouverte et fructueuse et rappelant ses propositions de réorientation de la déclinaison française de la PAC. Le président de la plateforme *Pour une autre PAC* a dans la suite de cette communication pu rencontrer Marc Fesneau en juin 2022 pour échanger plus en détail sur ce sujet.



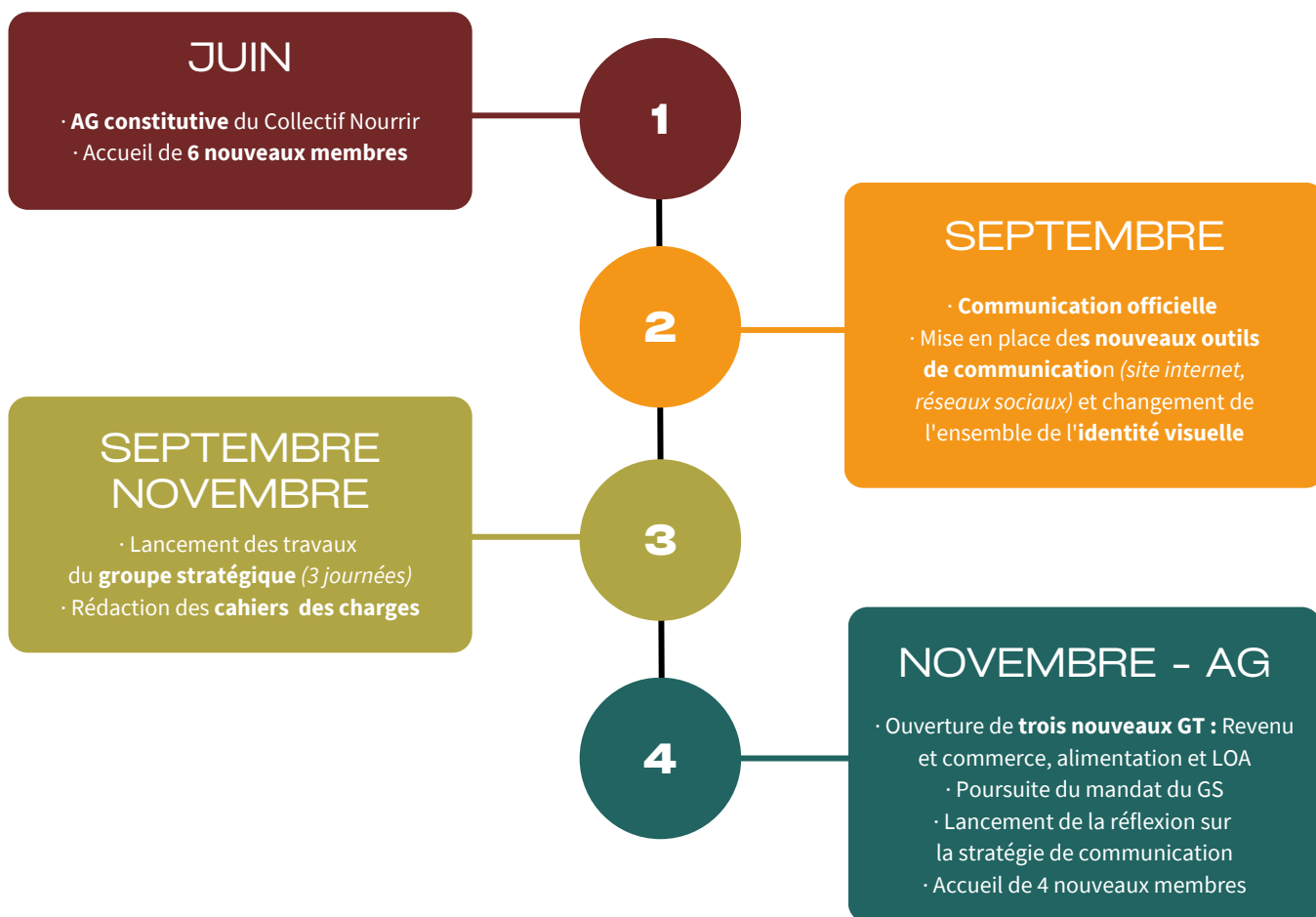
## Élections législatives

Le collectif "*Nous produisons, nous mangeons, nous décidons*" a décidé de poursuivre ses efforts à l'occasion des élections législatives. L'objectif était de favoriser la mobilisation de groupes locaux sur les territoires et de s'assurer que les citoyens comprennent le rôle du Parlement dans la conception de nos futurs systèmes agricoles et alimentaires.

Dans cette perspective, différentes activités et outils ont été mis en place :

- **Production de visuels et d'un kit comprenant 4 affiches thématiques** et une affiche mixte pour les élections, largement relayées sur les réseaux sociaux et proposées en commande gratuite sur le site internet de la campagne. Des campagnes d'affichage ont été réalisées dans 7 grandes villes par des groupes locaux.
- **Deux sessions de formations pour les groupes locaux** : la première visant à expliquer pourquoi les élections législatives sont pour la transition agricole et alimentaire et à présenter le dispositif de campagne a réuni une trentaine de personnes. La seconde a réuni plus de 40 personnes autour des enjeux clés de l'agriculture présentés par la plateforme et plusieurs de nos organisations membres.
- **Publication de visuels analysant les programmes agricoles et alimentaires** des différentes coalitions pour les élections législatives.
- **Organisation de 4 débats par 9 groupes locaux avec les candidats de leurs circonscriptions**. Lors de ces débats, les candidats aux élections législatives ont rencontré et échangé avec les citoyens sur les questions agricoles et alimentaires.

# FUSION DES PLATEFORMES ET NAISSANCE DU COLLECTIF NOURRIR



## La finalisation d'un processus initié en 2021

Si, depuis plusieurs années, **deux plateformes inter-organisations** (la plateforme **Pour une autre PAC** et la plateforme **citoyenne pour la transition agricole et alimentaire**) cohabitaient en France sur les sujets agricoles et alimentaires, un chantier a été ouvert en 2021 sur leur évolution **dans le but de renforcer la collaboration entre organisations sur ces dossiers ainsi que leur poids dans le débat public.**

Un consultant, Stéphane Montier, a ainsi accompagné les deux plateformes dans la définition du chemin d'évolution qu'elles souhaitent emprunter, grâce au financement de la **fondation Daniel et Nina Carasso.**

Dans ce processus, un groupe de travail composé d'une quinzaine d'organisations membres de l'une et/ou l'autre des deux plateformes a été mis en place afin de préfigurer le mandat, les axes stratégiques et la gouvernance d'une nouvelle forme de collaboration inter-organisations sur les dossiers agricoles et alimentaires.



**Les propositions issues du groupe de travail ont été soumises à consultation puis validation auprès de la totalité des organisations composant les deux plateformes au premier semestre de l'année 2022.**

Ce processus a permis d'**acter la fusion des deux plateformes sous la bannière d'une nouvelle plateforme**, intitulée **Collectif Nourrir**, qui s'est concrétisée via l'organisation d'une Assemblée Générale constitutive en juin 2022, à laquelle 70 représentants des organisations des deux plateformes ont participé. Repartant de la structure associative et juridique préexistante de la plateforme **Pour une autre PAC**, bénéficiant par ailleurs d'une équipe salariée déjà constituée, la mise en service de cette plateforme inter-organisations plus large, compétente sur d'autres axes que la seule politique agricole commune (tout en continuant à travailler sur cette dernière), et apte à peser dans les débats politiques et citoyens autour de l'avenir de notre système agricole et alimentaire, a été effective à compter de septembre 2022.

En parallèle, les organisations qui étaient membres uniquement de la plateforme citoyenne pour la transition agricole et alimentaire ont été appelées à rejoindre le **Collectif Nourrir**. Avec 10 nouvelles organisations accueillies, le **Collectif Nourrir** dénombrait 52 membres au 31 décembre 2022.

La première Assemblée Générale du Collectif en novembre 2022 a également été l'occasion de procéder à l'élection des co-présidents, de la trésorière, de la secrétaire et des représentants des différents collèges au sein du Comité de pilotage.

## Notre vision: socle commun de notre action

Dans le cadre du processus de rapprochement des deux plateformes, les organisations destinées à devenir membre du **Collectif Nourrir** avaient engagé un premier exercice de définition de son identité, de ce qui faisait sens collectivement et de ses objectifs/perspectives d'actions en commun.

*Nous, organisations paysannes et citoyennes françaises, œuvrons à la mise en place de politiques agricoles et alimentaires justes, démocratiques et écologiques, afin d'assurer notre souveraineté alimentaire, garantir le respect du Droit à l'alimentation, permettre aux producteurs et productrices de vivre de leur métier, et favoriser les dynamiques du vivant.*

*Nos systèmes doivent connaître des **transitions profondes qui ne pourront s'opérer sans une réorientation massive de la gouvernance et des politiques publiques aux échelles locale, nationale, européenne et internationale**, au Nord comme au Sud, ni sans un changement des modes de production, de transformation et de consommation.*

Dès la fusion actée à l'été 2022, les membres du **Collectif Nourrir** se sont attelés à travailler à un document commun plus étoffé. Intitulé **“Demain, quel système agricole et alimentaire, pour quelle société ?”**, il a pour vocation de poser la vision partagée de l'ensemble des membres sur les enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation. Ce document constitue le socle de positionnement partagé par l'ensemble des membres et s'articule autour de deux dimensions :

- **Pourquoi réfléchir au système agricole et alimentaire que l'on souhaite ?**
- **Notre système agro-alimentaire souhaité.**



## Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Pourquoi réfléchir au système agricole et alimentaire que l'on souhaite ?</b>                     | <b>4</b>  |
| Car le système dominant est pensé pour le court-terme  |           |
| Car un autre système vertueux est possible   |           |
| Pour changer de paradigme  |           |
| <b>Système agro-alimentaire souhaité</b>   | <b>8</b>  |
| <b>REVENU, EMPLOIS, TERRITOIRES</b>  | <b>10</b> |
| Assurer un revenu juste pour tous les métiers de la chaîne agro-alimentaire                          |           |
| Dynamiser les campagnes par l'emploi agro-alimentaire  |           |
| Favoriser l'installation en agriculture et valoriser les métiers agro-alimentaires                   |           |
| <b>ALIMENTATION, SANTÉ, BIEN-ÊTRE ANIMAL</b>   | <b>12</b> |
| Respecter le droit de tous à l'alimentation  |           |
| Sensibiliser et informer pour des régimes alimentaires sains   |           |
| Élever dans le respect de l'humain et des animaux  |           |
| <b>ENVIRONNEMENT, RÉSILIENCE, AUTONOMIE</b>  | <b>14</b> |
| Restaurer et préserver l'environnement   |           |
| Construire des fermes autonomes et résilientes face aux aléas climatiques, sanitaires et économiques |           |
| Atteindre la souveraineté alimentaire  |           |
| <b>DÉMOCRATIE, SOLIDARITÉ, APPROCHE COLLECTIVE</b>   | <b>16</b> |
| Solidarité   |           |
| Vers une démocratie alimentaire  |           |
| Favoriser les démarches collectives  |           |



## Trois axes prioritaires de travail identifiés

Dans le cadre du processus ayant accompagné la mise en place du **Collectif Nourrir**, les membres se sont accordés sur trois axes devant permettre de structurer le travail du Collectif.

Le premier repose sur l'objectif de **faire évoluer le cadre politique et de compréhension des enjeux en travaillant sur la gouvernance et la démocratie, et en transformant les discours dominants** qui bloquent la transition agroécologique et alimentaire.

Le Collectif dispose d'une réelle valeur ajoutée à réaliser ce travail qui aidera, à moyen terme, les organisations membres par le biais de projets plus structurants, à même de soutenir la réflexion stratégique et de lever les freins qu'elles rencontrent, quels que soient les sujets abordés.

Trois sessions de travail dédiées avec, en moyenne, 20 organisations membres, ont ainsi été organisées entre septembre et novembre afin d'identifier les objectifs prioritaires pour ce chantier sur la période 2023-2027. **Présentés à l'Assemblée Générale, ces objectifs ont été validés et feront l'objet d'une déclinaison et d'un séquençage des activités liées à partir de 2023.**



**Un second axe recouvre les thématiques de travail du Collectif.** Au moment de la fusion a été acté que deux groupes de travail préexistants au sein de la plateforme Pour une autre PAC (**le groupe de travail sur la PAC et le groupe de travail sur l'élevage**) avaient vocation à se poursuivre au sein du Collectif Nourrir. A l'occasion de l'Assemblée Générale de novembre 2022, les organisations membres ont acté l'ouverture de trois nouveaux chantiers :

- **Revenu et commerce**
- **Accès digne et droit à l'alimentation**
- **Pacte et Loi d'Orientation Agricole (PLOAA)**

Compte tenu de l'actualité médiatique, le groupe de travail sur le PLOAA a immédiatement été mis en place (voir partie "autres chantiers"). Les deux autres groupes de travail seront lancés à partir du début de l'année 2023 et devront permettre l'interconnaissance, le partage d'expertise entre membres et via des interventions extérieures, cela afin de pouvoir aboutir à un positionnement commun.

Enfin, un troisième axe a été défini visant le **renforcement du Collectif, de ses membres et de la communication**. En effet, la mise en place d'un collectif aux thématiques et à la participation élargie a des implications fortes notamment en termes de communication, interne et externe. Il doit ainsi assurer auprès des membres certaines fonctions d'appui et de coordination, favoriser la mutualisation des productions et des expertises des membres, renforcer leurs capacités et faciliter la mise en relation des membres avec d'autres acteurs. Afin de mener à bien cet axe, un poste dédié à l'animation du réseau interne a été mis en place en décembre 2022.



## Faire connaître et reconnaître le *Collectif Nourrir* !

La mise en place du **Collectif Nourrir** s'est accompagnée d'une stratégie de communication et de visibilité de cette nouvelle entité. Cela s'est traduit par :

- La réadaptation du logo au nom du **Collectif Nourrir**
- La mise en place d'un nouveau site internet et changement de l'identité sur les réseaux sociaux
- La publication d'un communiqué de presse en septembre 2022 annonçant le lancement du Collectif
- L'élaboration d'un document de vision avec la déclinaison de l'ensemble des chapitres via des visuels dédiés pour les réseaux sociaux

Ces différentes activités ont permis à nos différents interlocuteurs et publics de rapidement identifier le Collectif comme l'espace prenant désormais le relais des plateformes antérieures.

# LES AUTRES CHANTIERS

Label "Haute Valeur  
Environnementale"

Groupe de  
travail sur  
l'élevage

Pacte et loi  
d'orientation  
agricole

## Label “Haute Valeur Environnementale”

Le groupe de travail sur le label “**Haute Valeur Environnementale**” a été relancé de janvier à septembre 2022 suite à une première phase ayant eu lieu en 2020. Cela a donné lieu à un certain nombre d'activités :

- **Animation d'un groupe de travail** composé des quatre organisations membres de la *Commission Nationale de la Certification Environnementale* (CIVAM, LPO, FNE et Conf) et d'autres organisations afin d'assurer une coordination des positions et stratégies.
- **Communication sur le site internet** et les réseaux sociaux pour informer des décisions prises en CNCE et relayer les positions des organisations membres.
- Travail d'**analyse du cahier des charges** final de la HVE.

## Groupe de travail sur l'élevage

Un **groupe de travail sur la thématique de l'élevage** a été mis en place en janvier 2022. Composé principalement d'organisations paysannes et environnementales, cet espace avait pour vocation de favoriser l'échange entre les différents membres de la plateforme, le partage d'expertises et d'informations sur les activités respectives des organisations.

Dix réunions ont ainsi été organisées tout au long de l'année, permettant des discussions sur des enjeux précis bénéficiant des apports des membres mais aussi d'intervenants extérieurs. Parmi les sujets traités : **bien-être animal, méthane, végétalisation de l'alimentation, élevage industriel, etc.**

Le groupe de travail a conclu l'année par l'organisation d'une journée de travail en décembre, accueillie sur la ferme d'Aurélien Leray, président du Réseau CIVAM et éleveur en Ille-et-Vilaine. Cette session commune a permis l'identification d'actions communes pour l'année 2023 (élaboration d'un positionnement commun, communication, poursuite des temps d'échange sur des thématiques précises).



## Pacte et loi d'orientation agricole



En septembre 2022, à l'occasion d'un déplacement à l'évènement annuel des Terres de Jim, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé le lancement du processus concernant le Pacte et la Loi d'Orientation et d'Avenir Agricoles (PLOAA) devant permettre de répondre aux enjeux de renouvellement des générations et de transition. Ce PLOAA étant la priorité donnée dans le cadre de ce nouveau mandat sur les dossiers agricole et alimentaire, et sur des thématiques d'expertise de ses membres, le Collectif Nourrir s'est rapidement emparé du sujet.

Le lancement d'un groupe de travail a ainsi été acté dès novembre 2022 et réunissant plus d'une trentaine d'organisations. A la veille du démarrage de la concertation en décembre 2022, première étape de construction du PLOAA à laquelle le Collectif a participé, un communiqué de presse rappelant la nécessaire ambition et inclusivité du processus a été publié.

# LE COLLECTIF NOURRIR EN BREF !

Le Collectif Nourrir en  
quelques chiffres clés

Nos Finances

Notre  
gouvernance



# QUELQUES CHIFFRES CLÉS



## 52 ORGANISATIONS

membres de niveau national, au 31 décembre 2022.

### Réparties en quatre collèges :

- Organisations paysannes
- Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal
- Organisations de solidarité internationale
- Organisations de citoyens-consommateurs et de santé



## 168 PERSONNES

issues de nos organisations membres impliquées dans le suivi de nos activités



## PRÈS DE 2000 HEURES

de bénévolat offertes par nos organisations membres



## 3 ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

et 9 réunions de notre Conseil d'Administration (appelé comité de pilotage) en 2022



## 6 GROUPES DE TRAVAIL

actifs en 2022 pour un total de 41 réunions organisées



## 5 SALARIÉ·ES

à temps plein

## NOS ABONNÉ·ES

au 31 Décembre 2022



18 268  
sur Facebook



5 683  
sur Instagram



5 622  
sur Twitter

# NOS FINANCES

## Ils nous ont financé en 2022



## Notre budget 2022

**506 047 €**

TOTAL DES PRODUITS  
D'EXPLOITATION  
(CONTRE 475 025 € EN 2021, SOIT + 7%)

**504 681 €**

TOTAL DES CHARGES  
D'EXPLOITATION  
(CONTRE 472 413 € EN 2021, SOIT +7%)

**BÉNÉVOLAT**

VALORISÉ À HAUTEUR DE 26 503 €



# NOTRE GOUVERNANCE

## Co-présidence

**Clotilde Bato**, déléguée générale de SOL  
**Mathieu Courgeau**, paysan en Vendée

## Le comité de pilotage

### Trésorière

Cécile Claveirole, Secrétaire nationale de France Nature Environnement

### Secrétaire

Marie-Laure de Noray, Chargée des partenariats de Chrétiens dans le monde rural

### Représentants du collège des organisations paysannes

Réseau CIVAM et FNAB

### Représentants du collège des organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal

Greenpeace et LPO

### Représentants du collège des organisations de solidarité internationale

CFSI et CCFD-Terre Solidaire

### Représentants du collège des organisations de citoyens-consommateurs-santé

Secours Catholique — Caritas France et Commerce Equitable France

## Nos espaces et groupes de travail thématiques

- Élevage
- Politique Agricole Commune
- Revenu et commerce
- Accès digne et droit à l'alimentation
- Pacte et Loi d'Orientation Agricole (PLOAA)
- Groupe de réflexion stratégique

## L'assemblée générale, composée de nos 52 organisations membres

### ORGANISATIONS DE CITOYENS-CONSOMMATEURS ET DE SANTÉ



### ORGANISATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL



### ORGANISATIONS PAYSANNES



### ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



#### CRÉDITS

**Graphisme** : Romane Rostoll

**Photographies** : Clement Remond, Biegun Wschodni, Bianca Ackermann, Mathis Botton, Rafay Ansari, olivier Mary, Heather Barnes, Greenpeace France, Collectif Nourrir.

Octobre 2023



  
COLLECTIFNOURRIR.FR

  
47 AVENUE PASTEUR, 93100 MONTREUIL  
CONTACT@COLLECTIFNOURRIR.FR

  
@COLLECTIFNOURRIR

  
@COLLECTIFNOURRIR

  
@COLLNOURRIR